

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 MONTPELLIER Cedex 02

**ARRETE PREFECTORAL N° 2016-I-1095**

**OBJET** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société SEA-INVEST - à Sète**

**Mise en demeure relative à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702**

**Le Préfet de l'Hérault**

**Officier de la Légion d'Honneur**

**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-1-2632 du 07 novembre 2006 réactualisant les prescriptions techniques applicables aux unités d'entreposage d'engrais minéraux, de produits agroalimentaires et de produits minéraux et à son atelier de conditionnement d'engrais minéraux, exploités par la société SOGEMA et situés sur le territoire de la commune de Sète ;

**Vu** l'accusé réception n° 10-048 du 15 avril 2010 prenant acte du changement d'exploitant des installations de la société SOGEMA au profit de la société SEA-INVEST ;

**Vu** l'inspection effectuée le 22 septembre 2016 par l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées et le rapport correspondant en date du 23 septembre 2016 ;

**Vu** le courrier en date du 27 septembre 2016 de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées ;

**Vu** le courrier en date du 04 octobre 2016 de la société SEA-INVEST ;

**Vu** le rapport en date du 10 octobre 2016 de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 22 septembre 2016, il a été effectué les constats suivants :

- du CAN 27 engrais classé selon la rubrique n° 4702-III de la nomenclature sur les installations classées est stocké dans la case n° 5 du magasin H5 ;

- le sol de cette case est de type enrobé ou contenant du bitume ;
- la hauteur des stockages d'urée dans les cases D3 et D6 avoisinent le haut des parois séparatives de ces cases ;
- la hauteur des stockages d'ammonitrate 24 et de CORBIGRAN, engrais classés par SEA-INVEST selon la rubrique n° 4702-IV de la nomenclature sur les installations classées, dans les cases D1 et D4 atteint ou dépasse le haut des parois séparatives de ces cases ;

**Considérant**, toutefois, que suite à cette visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir procédé au transfert du CAN 27 vers l'une des deux cases bétonnées du hangar H5 ;

**Considérant**, également, que suite à cette visite d'inspection, l'exploitant a apporté des compléments concernant la hauteur de stockage d'engrais 4702-IV dans la case D4 permettant de considérer que la hauteur de stockage était respectée dans celle-ci.

**Considérant** par conséquent, après examen des éléments communiqués par SEA-INVEST par courrier du 04 octobre 2016, que :

- les conditions de stockage d'urée dans les cases D3 et D6 ne respectent pas les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé ;
- les conditions de stockage d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV dans la case D4 ne respectent pas les dispositions de l'article 11.1.3-2ème alinéa de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé ;

**Considérant** que les écarts relevés concernant la hauteur des stockages d'urée et d'engrais 4702-IV sont de nature à favoriser la survenue d'un sinistre lié aux dangers inhérents aux engrais à base de nitrate d'ammonium (décomposition thermique des engrais stockés entraînant des effets toxiques) ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEA-INVEST de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture ;

## **Arrête**

### **Article 1 : Objet**

La société SEA-INVEST, dont le siège social est situé Z.I Portuaire, Quai Minéralier, CS 10068, 34 200 Sète est mise en demeure pour les installations situées Z.I Portuaire, Quai Minéralier, CS 10068, 34 200 Sète de se conformer, **sans délai**, aux dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé :

- article 10.1

L'urée solide granulée peut être stockée à l'intérieur des magasins de stockage. (...) Toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de l'urée solide granulée avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue. Une distance libre minimale d'un mètre au-dessus du tas d'urée est conservée entre le haut du tas d'urée et le haut des parois de séparation des cases. (...)



- article 11.1.3 – 2<sup>e</sup> alinéa :

Une distance minimale de 30 centimètres est conservée entre le haut du tas d'engrais en contact avec la paroi ou des îlots d'engrais conditionnés en contact avec la paroi et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi.

## **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Contentieux**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

## **Article 4 : Informations des tiers**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SETE et pourra y être consultée ;
- une copie du présent arrêté sera affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ;
- ce même arrêté devra être affiché en permanence par les soins du bénéficiaire de façon visible dans l'établissement.
- 

## **Article 5 : Exécution**

Le Préfet de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie, le Maire de SETE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la Société SEA-INVEST.

Montpellier, le 19 OCT. 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation  
Le Sous-Préfet

  
Philippe NUCHO